

Une urgence : sauver l'hôpital public !

Angélique Bachelet était médecin urgentiste à l'hôpital de Laval (Mayenne). Elle a démissionné en octobre 2021 et elle explique pourquoi :

« On n'est plus soignant. Quand je pars le matin, j'ai la boule au ventre, quand je rentre de garde, je me mets à pleurer. Je me disais que j'étais maltraitante, que je n'ai pas apporté le soin, le confort. Je ne conçois pas mon métier à chercher des lits ou à compter les brancards que je laisse à mon collègue pour la garde suivante. On ne parle plus de lit mais de taux d'occupation. Là, on s'est dit, c'est terminé, quand on a commencé à avoir des financiers à la tête de l'hôpital, des tableurs Excel, la codification des actes. Quand on a compris que l'hôpital était une entreprise. » France Bleu Mayenne, 7 décembre.

La faute à qui ?

Aux gouvernements successifs qui, depuis des décennies, mettent l'hôpital public à genoux.

C'est la raison pour laquelle les hospitaliers des hôpitaux de Paris et de banlieue étaient en grève le 1^{er} décembre, à l'appel des syndicats FO et CGT et sont allés en manifestation au ministère de la Santé. Leurs revendications : la réouverture de tous les lits et de tous les services et l'embauche sur 10 000 postes à l'AP-HP.

C'est la raison pour laquelle, le 4 décembre, des milliers d'hospitaliers venus de nombreux départements ont manifesté à Paris, notamment les personnels des hôpitaux de Mayenne, montés avec leur syndicat FO, afin de déposer au ministère les revendications auxquelles l'ARS refuse de répondre. La fédération CGT de la santé et de nombreux collectifs appelaient également à manifester.

« Dans mon service, il y a eu quatre lits fermés, ce n'est pas tenable : il y a une seule infirmière en ortho de nuit, une seule en ORL et une aide-soignante pour les deux services. Depuis très longtemps, on demande une aide-soignante en plus. La réponse est nient. Tous les syndicats se battent ensemble. » (Une infirmière CGT de l'hôpital psychiatrique de Dieppe).

« Le service d'urgence a été fermé la nuit ; il a à nouveau rouvert au bout de trois semaines. Tout est sur le fil. Il suffit qu'un médecin s'en aille et cela ne tourne plus. Un service va fermer car il n'y a plus de médecin, cela fait 20 lits en moins. La T2A sous-finance les hôpitaux, les équipes sont détruites. On va dans le mur. » (Une médecin du service psychiatrique de l'hôpital de Clermont).

Une urgence : sauver l'hôpital public et donc embaucher massivement des personnels hospitaliers et rouvrir tous les lits afin de permettre aux soignants de soigner.

Et pour ce faire, réquisitionner les 600 milliards d'euros offerts aux patrons depuis le début de la pandémie !

La démocratie exige : les 600 milliards doivent être rendus au peuple !

**Rassemblons-nous au meeting national,
le samedi 22 janvier 2022**

Espace Charenton, 327, rue de Charenton, Paris (métro Porte-de-Charenton, ligne 8).

Lisez toutes ces informations dans *La Tribune des travailleurs*. Prenez contact avec le POID.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@gmail.com ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.